

Communiqué de presse

Objet : Quel avenir pour le CHU !

Les élus communistes de Nantes Métropole regrettent que l'avenir du CHU de Nantes ne dépende que du seul prisme comptable et la maîtrise durable des charges de personnel. Ils refusent le démantèlement de ce service public de la santé au profit d'une logique de rentabilité financière de l'offre de soins. Il est temps de redonner les moyens à un service public de santé digne de ce nom, cela doit commencer par l'abrogation des lois qui font tant de mal à ce secteur. Il est temps de tourner la page à des années de gestion libérale.

L'application du tarif à l'activité (dite T2A) à 100% imposée sous Sarkozy pour réduire les déficits publics ont accéléré la dégradation généralisée de la situation financière des CHU. A cela, s'ajoute le processus de privatisation de la santé promu par la mise en place de la loi HPST (Hôpital, patients, santé, territoires) dite loi Bachelot et ce sont les hôpitaux publics qui sont en danger.

Ainsi, le contrat de retour à l'équilibre financier du CHU de Nantes et ses contraintes drastiques incompatibles avec une politique de santé digne de son nom, qui avaient amené Raymond LANNUZEL, alors administrateur du CHU, à s'y opposer, étaient les prémices de cette gestion comptable. **Ces aberrations mettent en danger la continuité et l'efficacité de l'offre publique de soins à Nantes.**

Les élus communistes rappellent enfin que la nouvelle implantation du CHU doit être dimensionnée à la hauteur des ambitions que nous devons avoir pour l'hôpital public et non pas le prétexte pour transférer une partie de ses missions au privé.

Yann VINCE
Groupe des élus communistes
Nantes Métropole